

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

Réunion virtuelle avec Skype entreprise

Du 16 au 18 juin 2020

Conscœurs, confrères et amis,

Pandémie de COVID-19

Peu après notre dernière réunion du Conseil exécutif national, en mars 2020, notre monde a soudainement basculé et nous nous sommes retrouvés au beau milieu d'une pandémie. Tout comme la plupart du reste du monde, le SCFP national, nos organismes à charte, nos milieux de travail et nos collectivités ont dû faire face à des défis sans précédent. Je suis ébahi par la résilience de nos membres et de notre personnel et par notre capacité à relever ces défis ensemble.

La pandémie met en lumière l'important travail accompli par nos membres de première ligne de tout le pays. Ils et elles prennent soin des personnes malades et vulnérables, font fonctionner nos réseaux de transport et s'assurent que nos services publics continuent à soutenir notre société. Ce sont des membres du SCFP qui offrent ces services essentiels et je suis extrêmement fier d'eux.

En tant que secrétaire-trésorier national, mon rôle principal dans cette crise est de veiller à ce que le SCFP national dispose des ressources voulues pour continuer à offrir les services critiques sur lesquels comptent nos membres. Heureusement, les finances du SCFP étaient très saines avant la crise. Nous avons donc les bases voulues pour fournir les ressources de campagne nécessaires au soutien des importantes luttes que nous devons mener. Même si nous nous attendons à une baisse de nos revenus, nous nous efforçons de conserver tout notre personnel afin d'offrir des services critiques à nos sections locales, à nos membres et à la société.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CHARLES FLEURY

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDOC, PAUL FAORO, FRED HAHN, JUDY HENLEY, SHERRY HILLIER

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Au cours des quelques premières semaines de la crise, nous avons rapidement et considérablement modifié les activités du SCFP national afin de gérer la fermeture de nos bureaux et de poursuivre le travail à distance, ce qui n'a pas été une mince affaire. Grâce aux investissements que nous avons faits dans la technologie, nous avons pu bouger très rapidement et adapter notre fonctionnement. Avec 850 membres du personnel travaillant dans 68 bureaux partout au pays, la logistique était considérable. Elle n'a été surpassée que par celle de la préparation à la réouverture de ces mêmes bureaux. Nous avons maintenant achevé un plan de réouverture qui se produira en trois étapes, dans le respect des paramètres et lignes directrices de la santé publique de toutes les provinces, tout en tenant compte des besoins du personnel et de nos besoins opérationnels spécifiques. Notre plan, qui met de l'avant la santé et la sécurité de notre personnel et de nos membres de première ligne, est conçu pour se dérouler lentement et être suffisamment souple pour pouvoir revenir en arrière si des cas de COVID-19 recommencent à surgir dans une région.

Répercussions financières

À la mi-mai, la pandémie avait provoqué la mise à pied de près de 80 000 membres. Beaucoup d'autres ne seront pas rappelés au cours des mois d'été. Nous ne pouvons pas prévoir avec certitude la durée des effets de cette situation pour nos membres, mais nous savons que nos revenus commencent maintenant à baisser. Souvent, les effets économiques touchent le secteur public à retardement et les répercussions peuvent ne se faire sentir que 12 à 18 mois après un ralentissement économique. Nous pensons que la tendance se maintiendra avec la diminution des revenus des gouvernements, ce qui touchera particulièrement les services municipaux, puisque les municipalités, dont les coûts liés à la pandémie ont été plus élevés, n'ont pas reçu d'aide des ordres supérieurs de gouvernement et n'ont que peu de possibilités de créer des revenus pour combler le manque à gagner. Nous savons que les effets économiques de cette crise dureront longtemps.

Le SCFP national sera prêt à relever les défis qui l'attendent. Mais nous devons faire preuve d'une grande prudence dans nos dépenses. Tout en contrôlant la diminution de nos revenus, nous avons étudié les moyens à prendre pour économiser. À cette fin, nous ajustons notre budget national, en particulier nos coûts d'exploitation. Par ailleurs, les impératifs de distanciation sociale et le report de toutes les activités physiques du SCFP, de la formation et des programmes d'éducation ont eu pour effet de réduire nos coûts de déplacements et de réunion à court et à moyen termes.

Bien que nous devons investir des sommes importantes pour réaménager nos bureaux de façon sécuritaire en prévision de la réouverture, toute dépense discrétionnaire est retardée : améliorations technologiques, projets de constructions d'édifices et de bureaux, réunions et formations de personnel à l'extérieur, déplacements non obligatoires et grands rassemblements du SCFP, comme la réunion de tous les comités, entre autres.

Comme pour la plupart des organisations du secteur public, plus de 70 % de nos coûts ont trait à la dotation en personnel, comme il se doit. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu à mettre à pied qui que ce soit. Nous sommes plutôt déterminés à trouver d'autres économies, par exemple en ne remplaçant pas les postes vacants et en éliminant les heures supplémentaires dans la mesure du possible.

Je tiens tout particulièrement à mentionner le travail exceptionnel accompli par notre équipe de la direction et nos directrices et directeurs qui, dès le premier jour, sont passés en mode action et ont presque complètement transformé la manière dont nous travaillons dans nos régions et dans nos directions.

Je salue l'efficacité remarquable des membres de notre personnel dont les activités ont été extrêmement perturbées et qui sont aux prises avec de nouveaux défis, des situations sans précédent dans nos milieux de travail, des mises à pied dévastatrices chez nos membres, des maladies et des décès reliés à la COVID-19, des transformations des milieux de travail et des changements fondamentaux dans les activités de nos organismes à charte – tout cela en gérant les responsabilités familiales et autres à la maison.

Régime de retraite des employé(e)s du SCFP

Nous consacrons beaucoup de temps aux enjeux relatifs aux régimes de retraite depuis quelques mois. Avec le Congrès du travail du Canada, le SCFP national fait pression sur les gouvernements provinciaux et fédéral pour que soient allégés les règlements applicables aux régimes de retraite pendant cette période difficile. Comme pour tous les employeurs, les syndicats devront relever d'imposants défis financiers si les exigences actuelles en matière de solvabilité ne sont pas relâchées.

Comme bien d'autres régimes de retraite, celui du SCFP national a subi les sérieux contrecoups de la récente crise économique. La loi exige que le SCFP national dépose un rapport d'évaluation à tous les trois ans. Le prochain est dû au plus tard le 1^{er} janvier 2021. Notre ratio de solvabilité se situe présentement à environ 69 %, en baisse par rapport à un ratio de 85 % avant la crise.

Après de longues consultations avec nos actuaires et nos conseillers en régimes de retraite et prestations, ainsi qu'après avoir étudié en profondeur nos options limitées, nous avons décidé, en mai 2020, de prendre le taureau par les cornes et de puiser dans nos réserves destinées aux avantages sociaux futurs pour verser une cotisation unique de 24,3 millions de dollars au régime de retraite. Nous pourrons ainsi maintenir notre ratio de solvabilité au-dessus de 85 % et déposer un rapport d'évaluation de la solvabilité au 1^{er} janvier 2021. Le SCFP n'aura donc pas à déposer un autre rapport d'évaluation de la solvabilité avant trois ans, ce qui laissera le temps aux marchés de rebondir et réduira notre risque d'avoir à verser des paiements de solvabilité encore plus élevés si nous prenons la chance de déposer le rapport au 1^{er} janvier 2021.

Nous avons beaucoup de chance de pouvoir recourir à cette possibilité, que nous devons aux sages décisions financières prises au cours des dernières années lorsque les finances étaient saines. Les régimes de retraite de tout le pays seront confrontés à des réalités semblables dans un avenir rapproché. Tous devront être prêts à y faire face.

Conférence sur les droits de la personne de 2021

Je suis heureux d'annoncer que nous avons réservé le lieu de la Conférence sur les droits de la personne de 2021, qui doit avoir lieu du 1^{er} au 4 mars à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Comme pour toutes les décisions concernant la tenue de chaque

événement national, nous surveillerons la situation de près. Nous avons très hâte de reprendre les grandes rencontres nationales.

Lock-out, section locale 4193 du SCFP – Commission des services régionaux de Chaleur (CSRC), site d'enfouissement Red Pine, Allardville, N.-B.

Pour accroître l'appui à notre seule section locale aux prises avec un conflit de travail pendant la pandémie, nous avons lancé un nouvel appel national à toutes les sections locales pour leur demander de songer à faire un don ou à offrir une autre forme de soutien à ces membres engagés du SCFP. Sans dénouement prévisible, les 23 membres demeurent lockoutés depuis le 13 février 2020.

Dotation en personnel

D'importants changements de dotation en personnel étaient en cours lorsque la pandémie a frappé. Même en travaillant à distance, nous avons tout fait pour poursuivre le recrutement et la sélection de candidates et candidats aux postes de directrices ou directeurs des ressources humaines, de la comptabilité et des relations de travail au bureau national.

J'aimerais en profiter pour remercier personnellement le confrère John Lepine, directeur sortant des relations de travail, pour les années de travail qu'il a consacrées au SCFP dans les divers rôles qu'il a assumés. Je lui souhaite une bonne retraite bien méritée.

Vérifications du SCFP national

Malgré les importantes perturbations causées par la pandémie, la saison des vérifications est demeurée tout aussi occupée pour les secrétaires-trésoriers et les syndics du pays. Mon bureau reçoit toujours un nombre élevé de rapports des syndics. Au SCFP national, nous avons adapté nos processus de manière à ce que, à la mi-juin, nos vérificateurs externes puissent commencer leur examen annuel exhaustif de nos finances et de nos systèmes financiers. Nos syndics nationaux du SCFP mèneront leur vérification annuelle en août. Les deux rapports seront présentés à la réunion du Conseil de septembre.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2020 était de 284,4 millions de dollars, comparativement à 300,2 millions de dollars au 31 décembre 2019. Les postes d'importance sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 mars 2020 était de 23,3 millions de dollars, en hausse de 4,2 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2019. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès 2021, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds des édifices régionaux.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 227,7 millions de dollars au 31 mars 2020, en baisse par rapport à 244,1 millions de dollars au 31 décembre 2019.

Le véritable passif, calculé par notre actuaire au 31 décembre 2019, était de 222,8 millions de dollars, par rapport à 205,0 millions de dollars à la fin de 2018. Le bilan au 31 décembre 2019 montrait un passif de 175,3 millions de dollars, ce qui laissait un écart non inscrit de 47,5 millions de dollars. Malheureusement, pour le premier trimestre de 2020, à cause du fort recul des marchés boursiers, nous avons inscrit une diminution globale de 16,5 millions de dollars au passif, ce qui porte le passif total inscrit au 31 mars 2020 à 158,7 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2020 se situe à 56,7 millions de dollars, dont un total de 1,8 millions de dollars est réservé comme suit : 634 000 \$ à Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 1,1 million de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. De ce qui reste du solde de la Caisse, nous avons investi 70,5 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction négatif de 15,6 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux) pour l'exercice est de 592 265 \$, comparativement à un déficit prévu de 1,4 million de dollars. Les revenus de capitation sont inférieurs au budget de 107 000 \$ et le revenu total est inférieur de 18,9 millions de dollars, surtout à cause d'une perte non matérialisée de 19,4 millions de dollars dans nos comptes de placement, étant donné le recul important des marchés boursiers dû à la pandémie de COVID-19. Les dépenses totales sont inférieures au budget de 20,9 millions de dollars.

Les salaires sont inférieurs au budget de 660 000 \$, les avantages sociaux courants sont supérieurs au budget de 132 000 \$ et les avantages sociaux futurs, excluant la provision pour ajouter les gains et pertes de placement non matérialisés au passif, sont supérieurs au budget de 471 000 \$. Les salaires des directeurs et des conseillers sont inférieurs au budget de 1,7 % (259 000 \$) et ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs au budget de 6,6 % (191 000 \$). Les salaires du personnel de bureau sont aussi inférieurs au budget de 1,7 % (78 000 \$). Le coût des remplacements pour les congés annuels est inférieur au budget de 29,1 % (131 000 \$).

Au total, les autres dépenses d'exploitation, incluant les programmes, sont inférieures au budget de 1,9 million de dollars. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique sont inférieures au budget de 543 000 \$.
2. Les dépenses consacrées aux programmes généraux sont inférieures au budget de 311 000 \$.
3. Les coûts de déplacement sont inférieurs au budget de 282 000 \$ car tous les déplacements ont cessé à la mi-mars.

4. Les coûts fixes de dotation en personnel sont inférieurs au budget de 136 000 \$.
5. Les dépenses consacrées au Fonds de riposte sont inférieures au budget de 91 000 \$.
6. Les honoraires professionnels sont inférieurs au budget de 36 000 \$.
7. Les dépenses électorales sont inférieures au budget de 21 000 \$.

Caisse nationale de défense

Au 31 mars 2020, l'actif total s'élevait à 14,8 millions de dollars, comparativement à 13,8 millions de dollars au 31 décembre 2019. Le solde au 31 mars 2020 était de 2,0 millions de dollars, en hausse de 1,0 million de dollars par rapport au 31 décembre 2019. En outre, nous avons des placements totalisant 10,7 millions de dollars au 31 mars 2020, en légère hausse par rapport au 31 décembre 2019.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 1,5 million de dollars au 31 mars 2020, comparativement à 2,1 millions de dollars au 31 décembre 2019. Nous avons aussi un passif de 8,7 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, presque inchangé par rapport au 31 décembre 2019. Enfin, nous devons 1,2 million de dollars à la Caisse générale au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, le solde de la Caisse s'établissait à 3,4 millions de dollars, par rapport à 2,4 millions de dollars au 31 décembre 2019.

Les fonds consacrés aux campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil Exécutif National pour le premier trimestre de l'année, totalisent 988 061 \$ sur un budget annuel de 4,0 millions de dollars. Il y a eu recouvrement de 230 657 \$ de fonds non utilisés de campagnes à frais partagés précédentes qui ont été fermées durant le premier trimestre de l'année. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 814 955 \$ sur un budget annuel de 4,0 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 637 738 \$ sur un budget annuel de 2,85 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie ont totalisé 202 451 \$ sur un budget annuel de 2,325 millions de dollars.

Caisse nationale de grève

L'état de la situation financière est présenté à titre de Relevé 1. Les comptes débiteurs et créditeurs ont trait aux activités et programmes divers en cours de la Caisse nationale de grève et présentent un portrait de notre actif et de notre passif au 31 mars 2020.

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2020 s'élevait à 114,9 millions de dollars, en légère hausse par rapport au 31 décembre 2019. Cet actif était formé de 10,8 millions de dollars en liquidités, de 2,1 millions de dollars en capitation à recevoir et de 101,1 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 988 000 \$, en hausse par rapport à 755 000 \$ au 31 décembre 2019.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placement, étaient de 3,8 millions de dollars et les dépenses se sont élevées à 904 000 \$, ce qui a donné lieu à un surplus avant les gains de placement non matérialisés de 2,9 millions de dollars. Une perte non matérialisée de 3,4 millions de dollars a été inscrite dans les placements de notre Caisse de grève au cours du premier trimestre à cause de l'importante chute des marchés boursiers provoquée par la COVID-19.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS

Section locale 4193 (N.-B.) – Commission des services régionaux Népisinguit-Chaleur, 23 membres lockoutés depuis le 13 février 2020.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en mars 2020, les paiements en retard s'élevaient à 14 053 223 \$, une hausse de 4 355 303 \$, ou 44,91 %, par rapport au trimestre précédent terminé en décembre 2019. Les retards ont augmenté de 82,77 % par rapport à mars 2019.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Pendant le deuxième trimestre de 2020, le Service de la TI s'est assuré que tous les membres du personnel du SCFP pouvaient travailler à distance, tout en poursuivant ses propres activités normales, dont l'achèvement des dernières étapes de la préparation du SGRM pour gérer les inscriptions aux conférences en ligne, l'exécution du plan de remplacement du système de capitation du SCFP et le lancement du plan de continuité des activités et de reprise après sinistre du SCFP.

Système de gestion de la relation membre (SGRM)

Le 11 mai, l'équipe de développement de la TI a publié la dernière version du module de gestion des événements (GE) du SGRM, qui permet au SCFP d'organiser et de gérer des conférences.

Le travail de développement a commencé sur l'interface entre le SGRM et le nouveau système de capitation (SC), ainsi que sur les ajouts nécessaires au module d'information sur les sections locales (ISL) pour supporter le nouveau SC. Il faut notamment saisir le processus de rapport de vérification des syndicats, présentement hébergé dans l'ancien système de capitation. Le SC devrait être mis en œuvre à la fin de 2020.

L'équipe de développement de la TI poursuit son travail avec la Direction de l'organisation et des services régionaux dans un exercice de validation et de purification de données pour améliorer l'exactitude des données existantes dans le SGRM et les processus nécessaires à une maintenance régulière et facile des données à l'avenir.

Le SCFP entreprend un nouveau projet visant à livrer un système électronique pancanadien pour la Caisse de grève qui facilitera l'administration des piquets de grève, permettra de remplir en ligne les formulaires pour la paie de grève, accélérera le processus d'approbation en ligne et automatisera les processus de travail. Nous éliminerons le problème de la maintenance et de la gestion des formulaires papier, ainsi que les retards dans la collecte de signatures, en plus de répondre aux exigences de production de rapports et de vérification. Le projet en est encore à l'étape de recherche et de détermination des besoins en vérification. La date prévue de livraison n'est donc pas encore fixée.

Développement du système de capitation

Le développement du nouveau système de capitation se poursuit. Il devrait être livré à la fin de 2020. Il y a eu beaucoup de consultations avec les utilisateurs des finances pour confirmer la conception et les caractéristiques du système proposé. Le travail de conception et de développement était divisé en sept segments et il n'en reste que deux à terminer avant le début de la formation et de la mise à l'essai du système.

Infrastructure et opérations de la TI

La TI du SCFP poursuit les plans d'amélioration de la résilience du réseau pour minimiser les pannes aux bureaux du SCFP de tout le pays, améliorer la sécurité générale de la TI du SCFP (comme des procédures plus solides de comptes et de mots de passe) et, enfin, planifier le passage de Skype entreprise à Teams.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Avec la pandémie de COVID-19, nous avons ajusté notre travail dans toutes les activités. Nous avons pris les mesures voulues pour assurer la sécurité des édifices pendant qu'ils sont inoccupés. Nous avons dû limiter une bonne partie de nos projets d'immobilisations, mais nous poursuivons notre travail de conception pour plusieurs d'entre eux. L'équipe des propriétés a aussi consacré beaucoup d'efforts à la planification d'un retour éventuel au bureau des membres de notre personnel, afin d'assurer leur sécurité dans ce nouveau contexte. Un travail considérable est en cours pour assurer des procédures de sécurité dans les bureaux et salles de réunion, des processus améliorés de distanciation physique, des protocoles de nettoyage rigoureux, une meilleure sécurité au bureau d'accueil et à l'entrée et un examen des systèmes et paramètres de CVC.

Nous avons presque terminé les améliorations locatives à nos nouveaux bureaux de Nanaimo et Yorkton. Nous y emménagerons dès que nous pourrons rouvrir nos bureaux.

Nous négocions présentement de possibles agrandissements à notre bureau de Sudbury. Nous venons de conclure des ententes de renouvellement pour les bureaux de Hamilton, Corner Brook, Windsor et Dauphin. Nous négocions également avec le propriétaire et les locataires voisins pour agrandir nos locaux de Winnipeg.

Nous analysons nos options pour les baux qui arrivent à échéance en 2020 et 2021, dont ceux de Kitchener, Sault Ste. Marie, Oshawa, Windsor, Fort McMurray, Medicine Hat et Terrace.

Nous sommes dans la phase de conception du projet d'agrandissement de la division de l'Ontario au BRO.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

Cette année a été sans précédent pour la planification d'activités au SCFP national.

À cause de la COVID-19, le SCFP a annulé toutes les réunions en personne prévues pour le printemps et l'été.

Compte tenu des restrictions gouvernementales imposées aux rassemblements et aux déplacements, le SCFP a annulé la Réunion de tous les comités qui devait avoir lieu du 24 au 26 mars 2020 au Centre Shaw, à Ottawa. Nous avons aussi annulé les rencontres suivantes :

- Réunion des directrices et directeurs à Montréal (du 7 au 9 avril)
- Réunion du Service des affaires juridiques à Ottawa (du 16 au 18 avril)
- Assemblée annuelle du CTC à Vancouver (du 4 au 8 mai)
- Fédération canadienne des municipalités (FCM) à Toronto (du 4 au 7 juin)
- Réunion des coprésidentes et coprésidents et des personnes-ressources du Conseil des secteurs à Ottawa (les 9 et 10 juin)
- Réunion du Service de l'éducation syndicale à Ottawa (du 9 au 12 juin)
- Réunion du Comité et du Conseil exécutif national à Ottawa (du 16 au 18 juin)
- Toutes les formations du personnel régional qui n'ont pas encore eu lieu

Au lieu de rencontres en personne, nous avons tenu plusieurs réunions, bilingues, tant audios que par vidéoconférence avec Skype entreprise, y compris des réunions hebdomadaires et bihebdomadaires du Conseil exécutif national, du comité du PAE et du Conseil exécutif national de juin, qui ont normalement lieu au bureau national à Ottawa. Parce que nous pensons que les restrictions sur les rassemblements se poursuivront, nous avons cherché des façons de tenir des réunions et conférences virtuelles.

Notre prochain grand événement national, la Conférence du Conseil des secteurs du SCFP, doit avoir lieu en octobre, à Winnipeg, au Manitoba, du 18 au 22 octobre 2020, au Centre des congrès RBC. Comme nous ne savons pas encore quelles seront les restrictions imposées aux rassemblements en personne cet automne, nous avons décidé de continuer la planification de la logistique et nous choisirons bientôt une entreprise d'audiovisuel pour offrir l'AV et les services d'interprétation simultanée.

En plus de la Conférence du Conseil des secteurs, le SCFP planifie les événements à venir au cours des prochaines années et a réservé provisoirement des centres et des hôtels pour les activités suivantes :

- la Conférence sur les droits de la personne de 2021 à Halifax
- la Conférence du Conseil des secteurs de 2022 à Ottawa
- la Conférence du Conseil des secteurs de 2024 à Winnipeg

Le SCFP veille à ce que les affaires importantes traitées à nos rassemblements se poursuivent tout en assurant la santé et la sécurité de toutes les parties concernées.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

En avril, le Conseil de fiducie mixte (CFM) a envoyé une lettre aux participants du Régime de retraite des employé(e)s du SCFP (RRES) pour faire le point avec eux sur la pandémie de COVID-19.

L'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2020 est en cours et sera terminée en juillet. Elle inclura la cotisation spéciale de 24,3 millions de dollars versée par l'employeur à la caisse du RRES en mai.

Les prestations de retraite mensuelles payables le 1^{er} juin 2020 tenaient compte du taux d'indexation applicable (1,98 %, ou proportionnellement pour ceux et celles qui ont pris leur retraite en 2019) et incluait un ajustement rétroactif pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2020. Une lettre contenant les détails sur l'indexation a été envoyée à tous les participants retraités en mai.

Dans le cadre de son examen du mandat de placement équilibré, le CFM a choisi Fiera Capital comme nouveau gestionnaire du mandat d'actions canadiennes.

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa prochaine réunion en juin pour discuter des enjeux et activités en cours relativement au Régime.

Les vérificateurs du Régime de retraite des employé(e)s du SCFP ont terminé la vérification de la Caisse de retraite pour 2019 et les états financiers de 2019 seront déposés auprès des autorités réglementaires en juin.

Le numéro de printemps du bulletin du RRES, *Le Lien*, est accessible sur le site Web du Régime.

Les membres du personnel du Régime préparent en ce moment les relevés annuels de 2019, destinés à tous les participants du Régime. Les participants actifs auront aussi accès à leurs relevés annuels de 2019 sur le site Web du Régime à www.rres.ca pour des fins d'estimation de retraite.

Retraites

Le confrère Guy S. De Blois, bureau régional du Québec – 1^{er} avril 2020
Le confrère Derek A. Lue, bureau régional de l'Ontario (section locale 79) – 1^{er} mai 2020
Le confrère Alain Richard, bureau de Trois-Rivières – 1^{er} juillet 2020
La consœur Laurie A. Guertin, Service de l'administration – 1^{er} juillet 2020
La consœur Audrey M. Benoit, bureau de Fort McMurray – 1^{er} juillet 2020
La consœur Jo-Al G. Dench, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} août 2020
La consœur Cheryl L. Colborne, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} août 2020
Le confrère John P. Lepine, Direction des ressources humaines – 1^{er} février 2021
La consœur Jacqueline M. Bramwell, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} avril 2021

CONCLUSION

En conclusion, à mesure que nous naviguons dans ces eaux inconnues, je m'engage à tenir la barre d'une main ferme et à garder l'œil sur l'horizon. Mark et moi ferons tout en notre pouvoir pour que les économies que nous devons faire n'aient pas d'effets indésirables sur les services offerts aux membres. Le SCFP national est résilient et fort. Nous relèverons les défis que nous rencontrerons. Demeurez solides et en sécurité mes amis. Nous sortirons de cette épreuve plus forts et plus unis que jamais.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec